

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

**Arbeiderspersoneel categorie II**

Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnenaaisters, portiers, helpers van gekwalificeerde arbeider voor zover de dienst een gekwalificeerde arbeider telt.

**Arbeiderspersoneel categorie III**

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

**Arbeiderspersoneel categorie IV**

Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of een onderwijsinstelling uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecanicien, loodgieter-sanitair, meubelmaker, schrijnwerker, elektricien, kok.

**Arbeiderspersoneel categorie V**

Arbeiders die beschikken over de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

**Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Kopiïst (braille) 2e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

**Kopiïst (braille) 1e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

**Huisarts**

De houders van een diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde.

**Geneesheer-specialist**

De houders van een titel vereist voor de uitoefening van het beroep van huisarts, alsook een specificatietitel vereist na advies van de Commissie tot erkenning van de geneesheren-specialisten.

**Licentiaat economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 betreffende de toelating voor natuurlijke of rechtspersonen om voor gehandicapte personen te zorgen zonder dat ze door een publieke overheid erkend zijn om die activiteit uit te oefenen.

Namen, 14 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2468

[2009/203025]

**27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'octroi de subsides en infrastructure et en équipement aux entreprises de travail adapté agréées par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, les articles 10, 14, alinéa 3, 15 et 24;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des personnes handicapées;

Vu l'arrêté ministériel du 5 septembre 1978 fixant les critères d'octroi de subsides à la création, l'agrandissement et l'aménagement d'ateliers protégés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 26 mars 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 avril 2009;

Vu l'avis 46.528/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE I<sup>er</sup> — Dispositions générales

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> l'arrêté du 7 novembre 2002 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées;

2<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

3<sup>o</sup> ETA : entreprise de travail adapté agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002.

**Art. 3.** Annuellement, 2.250.000 euros sont affectés forfaitairement à l'ensemble des ETA conformément au chapitre 2.

Le solde disponible du budget de l'Agence affecté aux subsides à l'investissement est alloué sur base d'une programmation résultant d'un appel à projets conformément au chapitre 3.

**Art. 4.** Le montant mentionné à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> est indexé conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est lié à l'indice pivot 110,51 (base 2004 = 100).

**Art. 5.** L'ETA ne peut, sans autorisation préalable de l'Agence, procéder à la désaffectation ou modifier l'affectation des biens subsidiés.

En cas de désaffectation ou de modification d'affectation non autorisée d'un bien subsidié, l'ETA est tenue de rembourser la totalité du subside perçu.

En cas de désaffectation ou de modification d'affectation autorisée d'un bien subsidié, l'ETA est tenue de rembourser à l'Agence la partie non amortie du subside ou, en cas de vente, le pourcentage du prix de vente correspondant au taux auquel le bien a été subsidié, avec au maximum le subside perçu et au minimum la partie non amortie de celui-ci.

**Art. 6.** Par investissement, un acte d'affectation hypothécaire de premier rang couvrant au moins la valeur du subside doit être pris par toute ETA au profit de l'Agence lorsque le subside atteint un montant de 300.000 euros.

Sur demande motivée de l'ETA préalable à la passation de l'acte, l'Agence peut accorder une dérogation au premier rang de l'affectation hypothécaire.

**Art. 7.** L'octroi de subsides est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'ETA doit être agréée;

2° l'ETA doit assurer l'ensemble des immeubles et de l'équipement contre l'incendie, les risques connexes et le vol, ainsi que les machines contre le risque de bris et le vol;

3° l'ETA doit faire parvenir à l'Agence l'acte d'affectation hypothécaire visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>;

4° les investissements doivent avoir un lien direct avec l'objet social de l'ETA et ne peuvent revêtir un caractère somptuaire ou de prestige.

**Art. 8.** En cas d'achat de terrain destiné à la construction de bâtiment, pour lequel un subside est octroyé, l'ETA doit entreprendre cette construction dans un délai de trois ans à compter de la date d'achat. A défaut, l'ETA est tenue de rembourser intégralement le subside.

**Art. 9.** Pour l'investissement de type immobilier, il est tenu compte, pour le calcul du subside, d'un prix maximum au mètre carré de 600 euros hors T.V.A. Ce montant n'est pas indexé.

## CHAPITRE II. — *De l'allocation forfaitaire des subsides*

**Art. 10.** Les subsides versés forfaitairement aux ETA, conformément à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> sont affectés aux investissements suivants, dont le montant hors T.V.A. ne peut être inférieur à 500 euros :

1° l'achat de terrain;

2° l'achat de bâtiment, y compris le terrain attenant;

3° la construction de bâtiment;

4° l'aménagement de bâtiment;

5° l'achat d'équipement.

**Art. 11.** L'équipement visé à l'article 10, 5°, comprend les machines, le mobilier, le matériel et le matériel roulant à l'exception des véhicules de fonction.

L'achat d'équipement peut faire l'objet de commandes par lots. Par lots, il faut entendre :

a) l'ensemble de biens d'équipement destinés à une même utilisation et qui ont fait l'objet d'une commande unique et globale;

b) l'ensemble de biens d'équipement indispensables au bon fonctionnement de l'un de ces biens;

c) une commande globale de biens mobiliers constituant un ensemble fonctionnel unique.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le subside peut être affecté :

1° au financement de 45 % du montant des investissements visés à l'article 10;

2° au remboursement du capital d'un emprunt contracté exclusivement pour financer des investissements visés à l'article 10 à concurrence de 45 % de leurs valeurs;

3° au financement de 45 % de l'amortissement aux durées usuelles fiscalement admises des investissements visés à l'article 10.

§ 2. Les trois modes de financement visés au paragraphe 1<sup>er</sup> ne sont pas cumulables pour un même investissement.

**Art. 13.** Par " montant de l'investissement " il faut entendre :

1° en cas d'achat d'un terrain ou d'un bâtiment, le prix d'achat hors T.V.A. majoré des frais d'acte notarié et des droits d'enregistrement;

2° en cas de construction et/ou de transformation de bâtiments, le coût des travaux hors T.V.A.

**Art. 14.** L'Agence détermine le montant annuel forfaitaire de subside auquel chaque ETA peut prétendre par l'application de la formule suivante :

Total des subsides affectés forfaitairement  
conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>

Nombre d'heures considéré spécifique à l'ETA ×

Total des subsides affectés forfaitairement conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>  
Nombre d'heures considéré de l'ensemble des ETA

Le nombre d'heures considéré est égal à la moyenne annuelle du nombre d'heures ayant fait l'objet d'une subvention relative à l'entretien telle que définie au titre III, chapitre 3 de l'arrêté du 7 novembre 2002, au cours des cinq dernières années se terminant le 30 juin de l'année qui précède l'année de l'octroi de l'allocation forfaitaire.

Sans préjudice de l'indexation visée à l'article 4, le résultat de cette formule est fixé pour une période de cinq ans.

**Art. 15.** L'Agence notifie annuellement à chaque ETA, pour le 31 janvier de l'exercice, le montant annuel forfaitaire du subside auquel elle peut prétendre.

**Art. 16.** Dans le courant du premier trimestre de chaque exercice, l'Agence procède à la liquidation du montant annuel forfaitaire du subside.

**Art. 17.** Les investissements ne peuvent être réalisés antérieurement à la période quinquennale en cours.

L'ETA transmet à l'Agence, au plus tard pour le 31 mars de chaque année, le détail des investissements financés au cours de l'exercice écoulé grâce à l'allocation forfaitaire.

**Art. 18.** Au terme de chaque période de cinq ans dont la première prend cours au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'Agence procède au contrôle de l'affectation du subside quinquennal constitué de la somme des subsides versés annuellement. La partie non utilisée de ce subside ou utilisée sans en respecter les conditions d'octroi donne lieu à récupération.

### CHAPITRE III. — De l'allocation des subsides sur base d'un appel à projets retenus dans la programmation annuelle

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. La part des subsides alloués sur base d'une programmation résultant d'appels à projets conformément à l'article 3, alinéa 2, est affectée aux investissements suivants dont le montant hors T.V.A. ne peut être inférieur à 25.000 euros :

- 1° l'achat de terrain;
- 2° l'achat de bâtiment, y compris le terrain attenant;
- 3° la construction de bâtiment;
- 4° l'aménagement de bâtiment;

L'investissement doit avoir été réalisé au plus tôt au cours des deux années qui précèdent l'année de la demande.

§ 2. Pour pouvoir être pris en considération, les investissements visés par l'appel à projets doivent être en ordre utile dans le classement établi par l'Agence en fonction des critères et de leur pondération tels qu'ils figurent en annexe.

§ 3. Les projets en ordre utile sont ceux retenus à l'issue du classement établi par ordre décroissant de points jusqu'à ce que le montant du subside visé à l'article 3, alinéa 2, soit consommé, compte tenu du fait que ces projets sont subsidiés par l'Agence comme suit :

- 1° à hauteur de 45 % pour la tranche d'investissement comprise entre 25.000 euros et 500.000 euros hors T.V.A.;
- 2° à hauteur de 35 % pour la tranche d'investissement comprise entre 500.000,01 euros et 1.000.000 euros hors T.V.A.;
- 3° à hauteur de 25 % pour la tranche d'investissement comprise entre 1.000.000,01 euros et 1.500.000 euros hors T.V.A.;
- 4° à hauteur de 15 % pour la tranche d'investissement supérieure à 1.500.000 euros hors T.V.A.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'ETA introduit son projet auprès de l'Agence au plus tard le dernier jour du mois de février de l'exercice par envoi recommandé ou contre accusé de réception.

§ 2. Le projet contient les éléments suivants :

- 1° la délibération du conseil d'administration de l'ETA approuvant le programme d'investissements annuel;
- 2° la nature et une estimation du coût des investissements;
- 3° un dossier justifiant les investissements proposés, selon un canevas fourni par l'Agence;
- 4° Si l'investissement a déjà été réalisé, la preuve qu'il est bien couvert par les polices d'assurance visées à l'article 7, 2°;
- 5° en cas d'achat de terrain, d'achat de bâtiment ou de construction de bâtiment, un extrait de la matrice cadastrale et les spécifications suivantes :
  - a) les plans des différents niveaux;
  - b) les vues des façades et les coupes principales;
  - c) le relevé des superficies brutes, bâties par étage, existantes et à construire;
  - d) le cas échéant, le permis d'urbanisme et d'environnement;
  - e) dans le cadre d'une construction de bâtiment, un échancier des travaux certifié par l'architecte;
- 6° si la demande concerne la construction et/ou l'aménagement de bâtiments, la preuve que l'entreprise dispose sur les lieux d'un droit réel ou de jouissance d'une durée au moins égale à celle de l'amortissement des biens visés.

**Art. 21.** Dans les trente jours de l'envoi du projet, l'Agence adresse à l'ETA, sous pli recommandé, un avis de réception du projet, si celui-ci est complet. Si le projet n'est pas complet, l'Agence en informe l'ETA dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le projet doit être complété.

Si, au 15 avril de l'exercice, le projet ne comporte pas tous les documents visés à l'article 20, celui-ci n'est pas recevable.

**Art. 22.** Dès approbation du programme d'investissement par le Gouvernement, l'Agence notifie à l'ETA les investissements et les montants respectifs retenus.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. L'Agence verse les subsides à l'ETA pour les investissements retenus, dès réception, par envoi recommandé ou contre accusé de réception, des documents suivants :

1° en ce qui concerne l'achat de terrain ou l'achat de bâtiment, une copie de l'acte d'acquisition dûment signé par les différentes parties. L'acte doit être présenté à l'Agence au plus tard dans les trois ans qui suivent la date de notification de la décision du Gouvernement;

2° en ce qui concerne la construction de bâtiment ou l'aménagement de bâtiment, les factures, la preuve de paiement et l'état d'avancement correspondant, approuvé par l'ETA.

Ces documents doivent être présentés à l'Agence au plus tard dans les cinq ans qui suivent la date de notification de la décision du Gouvernement.

§ 2. Excepté en cas de force majeure, le non-respect des délais prévus au présent article entraîne la perte des subsides non consommés par l'ETA aux dates limites prévues.

§ 3. Les documents produits en vertu du § 1<sup>er</sup> ne peuvent en aucun cas avoir été pris en considération dans le cadre de l'allocation forfaitaire des subsides visée au chapitre 2.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et modificatives*

**Art. 24.** Sont abrogés :

1° les articles 80 à 83 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, en ce qui concerne les ateliers protégés agréés par l'Agence, tels que modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 4 juillet 1996, 25 juillet 1996, 12 décembre 1996 et 7 novembre 2002;

2° l'arrêté ministériel du 5 septembre 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement des ateliers protégés, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 25 octobre 1990 et 14 décembre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 juillet 1996 et 13 décembre 2001.

**Art. 25.** Le deuxième alinéa de l'article 57 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi est supprimé.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

**Art. 26.** Les subsides octroyés en application des décisions notifiées aux ETA jusqu'au 31 décembre 2009 sont régis conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 27.** Pour le calcul du montant annuel forfaitaire tel que visé à l'article 14 et relatif à la première période quinquennale qui débute l'année de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le nombre d'heures considéré est égal à la moyenne annuelle du nombre d'heures ayant fait l'objet d'une subvention relative à l'entretien telle que définie au titre III, chapitre 3 de l'arrêté du 7 novembre 2002, au cours des 8 derniers trimestres qui se terminent le 30 juin 2009.

**Art. 28.** Les subsides relatifs à des investissements en équipement, octroyés en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 5 septembre 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement des ateliers protégés, dont la date de facturation est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2000 et qui n'ont pas été pris en considération sur base des règles fixées par le présent arrêté, sont remboursés à l'Agence après notification à l'ETA du montant dû et au rythme de l'amortissement de l'équipement acheté grâce aux subsides.

**Art. 29.** Par dérogation à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, les investissements en équipement effectués en 2009 peuvent être pris en considération pour le contrôle de l'affectation du subside quinquennal versé aux entreprises de travail adapté durant la période 2010 à 2014.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 30.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Art. 31.** Le Ministre qui a l'Intégration des Personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

## ANNEXE

Critères et pondération permettant l'établissement d'un classement des investissements visés par l'appel à projet tel que prévu au chapitre 3

Taille de l'ETA (1)	- de 65.000 heures = 20 points	de 65.001 à 100.000 heures = 15 points	de 100.001 à 150.000 heures = 10 points	De 150.001 à 250.000 heures = 5 points	+ de 250.000 heures = 0 point
Ratio (2)	- de € 2.500 = 20 points	de € 2.500 à € 5.000 = 15 points	de € 5.000 à € 7.500 = 10 points	de € 7.500 à € 10.000 = 5 points	+ € 10.000 = 0 points
Perte de rendement moyenne (3)	55 % à 60 % = 5 points	60 % à 65 % = 10 points	65 % à 70 % = 15 points	+ de 70 % = 20 points	
Maintien de l'emploi des personnes handicapées dans le passé (4)	Si aucune diminution de l'emploi = 20 points	Si diminution de 0 à 5 % = 10 points	Si diminution de 5 à 10 % = 5 points	Si diminution de plus de 10 % = 0 points	

(1) Nombre d'heures considéré spécifique à l'ETA pour l'année de la demande, tel que défini à l'article 14.

(2) Valeur résiduelle des subsides perçus par l'ETA / Nombre de travailleurs handicapés :

La valeur résiduelle des subsides en immobilier, excepté ceux visés par l'allocation forfaitaire telle que prévue au chapitre 2, sera calculée au 31/12 de l'année qui précède l'introduction de la demande.

Le nombre de personnes handicapées qui sera pris en considération est le nombre de personnes handicapées à la production, subventionnées ou non, occupées au 2<sup>e</sup> trimestre de l'année qui précède la demande.

(3) Il s'agit de la perte de rendement moyenne des personnes handicapées subsidiées, occupées au 2<sup>e</sup> trimestre de l'année qui précède la demande, exception faite de ceux qui sont toujours repris sous les anciennes catégories A, B ou C et des personnes en attente de l'évaluation de la perte de rendement.

(4) Cette notion sera évaluée par la différence entre le nombre de personnes handicapées occupées au 2<sup>e</sup> trimestre de l'année qui précède la demande, subventionnées ou non, à la production, et ce même nombre au 2<sup>e</sup> trimestre deux années avant.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif aux conditions d'octroi de subsides en infrastructure et en équipement aux entreprises de travail adapté agréées par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président  
R. DEMOTTE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2468

[2009/203025]

**27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenningsvoorwaarden voor subsidies in infrastructuur en uitrusting aan de bedrijven voor aangepast werk die erkend zijn door het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal's Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 10, 14, derde lid, 15 en 24;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 september 1978 houdende vaststelling van de criteria voor toekenning van de toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van beschutte werkplaatsen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées", gegeven op 26 maart 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 april 2009;

Gelet op advies 46.528/4 van de Raad van State, gegeven op 19 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het besluit van 7 november 2002 : het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk;

2° het Agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées";

3° BAW : bedrijf voor aangepast werk erkend en gesubsidieerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002.

**Art. 3.** Overeenkomstig hoofdstuk 2 wordt er jaarlijks 2.250.000 euro forfaitair bestemd voor het geheel van de BAW's.

Het beschikbare saldo van de begroting van het Agentschap bestemd voor de toelagen voor de investering wordt op grond van een programmering voortvloeiend uit een oproep tot het indienen van projecten overeenkomstig hoofdstuk 3 toegekend.

**Art. 4.** Het in artikel 3, eerste lid, bedoelde bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en wordt aan de spilindex 110,51 (basis 2004 = 100) gekoppeld.

**Art. 5.** Het BAW mag zonder voorafgaande vergunning van het Agentschap niet overgaan tot de verandering van bestemming noch de bestemming van de gesubsidieerde goederen wijzigen.

In geval van niet-toegelaten verandering van bestemming of wijziging van bestemming van een gesubsidieerd werk moet het BAW het totaalbedrag van de gekregen subsidie terugbetalen.

In geval van toegelaten verandering van bestemming of wijziging van bestemming van een gesubsidieerd werk moet het BAW het niet-afgeloste gedeelte van de subsidie of, bij verkoop, het percentage van de verkoopprijs overeenstemmend met het percentage waarop het goed is gesubsidieerd met maximum de gekregen subsidie en minimum het niet-afgeloste gedeelte ervan aan het Agentschap terugbetalen.

**Art. 6.** Per investering moet, wanneer de subsidie 300.000 euro bedraagt, door elk BAW ten gunste van het Agentschap een akte van hypothecaire aanwending van eerste rang genomen worden die minstens de waarde van de subsidie dekt.

Op gemotiveerd verzoek van het BAW voor het verlijden van de akte kan het Agentschap een afwijking van de eerste rang van de hypothecaire aanwending toekennen.

**Art. 7.** De subsidies worden toegekend voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het BAW moet erkend zijn,

2° het BAW moet het geheel van de onroerende goederen en van de uitrusting tegen brand, verwante risico's en diefstal alsmede de machines tegen braakrisico en diefstal verzekeren;

3° het BAW moet het Agentschap de akte van hypothecaire aanwending bedoeld in artikel 6, eerste lid, overmaken;

4° de investeringen moeten rechtstreeks gebonden zijn aan het maatschappelijk doel van het BAW en mogen geen weelde- en prestige karakter hebben.

**Art. 8.** In geval van aankoop van een terrein bestemd voor de bouw van een gebouw, waarvoor een subsidie wordt toegekend, moet het BAW die bouw uitvoeren binnen een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de datum van aankoop. Zoniet moet het BAW de subsidie volledig terugbetalen.

**Art. 9.** Voor de investering van onroerende aard wordt er, voor de berekening van de subsidie, rekening gehouden met een maximale prijs per m<sup>2</sup> van 600 euro excl. BTW. Dat bedrag wordt niet geïndexeerd.

#### HOOFDSTUK II. — *Forfaitaire toekenning van de subsidies*

**Art. 10.** De subsidies die overeenkomstig artikel 3, eerste lid, forfaitair aan de BAW's worden toegekend, worden bestemd voor de volgende investeringen, waarvan het bedrag exclusief BTW niet lager mag zijn dan 500 euro :

1° de aankoop van een grond;

2° de aankoop van het gebouw, met inbegrip van het aangrenzend terrein;

3° de bouw van het gebouw;

4° de inrichting van het gebouw;

5° de aankoop van uitrusting.

**Art. 11.** De in artikel 10, 5°, bedoelde uitrusting omvat de machines, het meubilair, het materieel en het rollend materieel met uitzondering van de ambts- en dienstvoertuigen.

De aankoop van uitrusting kan het voorwerp uitmaken van bestellingen per delen. Onder delen moet worden verstaan :

- a) het geheel van de uitrustingsgoederen bestemd voor hetzelfde gebruik en die het voorwerp uitmaken van een enige en globale bestelling;
- b) het geheel van de uitrustingsgoederen die onontbeerlijk zijn voor de goede werking van één van die goederen;
- c) een globale bestelling van roerende goederen die een enig functioneel geheel vormen.

**Art. 12.** § 1. De subsidie kan worden bestemd voor :

- 1° de financiering van 45 % van het bedrag van de in artikel 10 bedoelde investeringen;
- 2° de terugbetaling van het kapitaal van een lening die uitsluitend aangegaan is om de in artikel 10 bedoelde investeringen ten belope van 45 % van hun waarden te financieren;
- 3° de financiering van 45 % van de aflossing van de in artikel 10 bedoelde investeringen tegen de fiscaal toegelaten gewoontelijke duurtijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde drie financieringswijzen mogen voor eenzelfde investering niet samengevoegd worden.

**Art. 13.** Onder "bedrag van de investering" wordt verstaan :

- 1° in geval van aankoop van een terrein of een gebouw, de aankoopprijs exclusief BTW verhoogd met de kosten van de notariële akte en van de registratierechten;
- 2° in geval van bouw en/of verbouwing van gebouwen, de kosten van de werken exclusief BTW.

**Art. 14.** Het Agentschap bepaalt het jaarlijkse forfaitaire bedrag van de subsidie waarop elk BAW aanspraak kan maken door de toepassing van volgende formule :

Overwogen aantal uren dat voor het BAW specifiek is ×

Totaal van de subsidies die forfaitair worden toegekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, eerste lid  
Overwogen aantal uren van het geheel van de BWA's

het aantal uren dat in aanmerking is genomen is gelijk aan het jaarlijkse gemiddelde van het aantal uren dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een subsidie betreffende het onderhoud, zoals bepaald in titel III, hoofdstuk 3, van het besluit van 7 november 2002 tijdens de laatste vijf jaar die op 30 juni van het jaar voor het jaar waarop de forfaitaire toelage is toegekend, eindigen.

Onverminderd de in artikel 4 bedoelde indexering wordt het resultaat van die formule voor een periode van vijf jaar bepaald.

**Art. 15.** Het Agentschap deelt elk BWA vóór 31 januari van het boekjaar het jaarlijkse forfaitaire bedrag van de subsidie mee waarop het aanspraak kan maken.

**Art. 16.** In de loop van het eerste kwartaal van elk boekjaar gaat het Agentschap over tot de vereffening van het jaarlijkse forfaitaire bedrag van de subsidie.

**Art. 17.** De investeringen mogen niet vóór de lopende vijfjaarlijkse periode uitgevoerd worden.

Het BAW maakt het Agentschap uiterlijk op 31 maart van elk jaar de bijzonderheid van de investeringen over die tijdens het gelopen boekjaar dankzij de forfaitaire toelage gesubsidieerd zijn.

**Art. 18.** Aan het einde van elke periode van vijf jaar waarvan de eerste op 1 januari van het jaar van inwerkingtreding van dit besluit begint, controleert het Agentschap de bestemming van de vijfjaarlijkse subsidie die door de som van de jaarlijks gestorte subsidies wordt gevormd. Het niet-gebruikte gedeelte van die subsidie of het gedeelte ervan dat gebruikt wordt zonder naleving van de toekenningsvoorwaarden, geeft aanleiding tot invordering.

### HOOFDSTUK III. — *Toekenning van de subsidies op grond van een oproep tot het indienen van projecten voorzien in de jaarlijkse programmering*

**Art. 19.** § 1. Het gedeelte van de subsidies die overeenkomstig artikel 3, tweede lid, op grond van een programmering voortvloeiend uit oproepen tot het indienen van projecten worden toegekend, worden bestemd voor de volgende investeringen, waarvan het bedrag exclusief BTW niet lager mag zijn dan 25.000 euro :

- 1° de aankoop van een terrein;
- 2° de aankoop van een gebouw, met inbegrip van het aangrenzend terrein;
- 3° de bouw van gebouwen;
- 4° de inrichting van gebouwen.

De investering moet ten vroegste tijdens de twee jaar vóór het jaar van de aanvraag uitgevoerd zijn.

§ 2. Om in overweging te worden genomen, moeten de investeringen bedoeld in de oproep tot het indienen van projecten een nuttige plaats bekleden in de rangschikking bepaald door het Agentschap naar gelang van de criteria en hun weging zoals ze vermeld staan in de bijlage.

§ 3. De projecten die een nuttige plaats bekleden, zijn degene die in overweging zijn genomen na opstelling van de rangschikking in dalende volgorde van punten totdat het bedrag van de in artikel 3, tweede lid, bedoelde subsidie opgebruikt is, rekening houdende met het feit dat die projecten door het Agentschap als volgt worden gesubsidieerd :

- 1° tegen 45 % voor de investeringscijf inbegrepen tussen 25.000 en 500.000 euro exclusief BTW;
- 2° tegen 35 % voor de investeringscijf inbegrepen tussen 500.000,01 en 1.000.000 euro exclusief BTW;
- 3° tegen 25 % voor de investeringscijf inbegrepen tussen 1.000.000,01 en 1.500.000 euro exclusief BTW;
- 4° tegen 15 % voor de investeringscijf hoger dan 1.500.000 euro exclusief BTW;

**Art. 20.** § 1. Het BAW dient zijn project bij aangetekend schrijven of tegen bericht van ontvangst bij het Agentschap in uiterlijk op de laatste dag van de maand februari van het werkjaar.

§ 2. Het project omvat de volgende elementen :

- 1° de beraadslaging van de raad van bestuur van het BAW tot goedkeuring van het jaarlijkse investeringsprogramma;
- 2° de aard en een raming van de investeringskosten;
- 3° een dossier tot rechtvaardiging van de voorgestelde investeringen volgens een door het Agentschap verstrekt model;
- 4° als de investering reeds verricht is, het bewijs dat ze wel verzekerd worden door de in artikel 7, 2°, bedoelde verzekeringen;
- 5° in geval van aankoop van een terrein, van een gebouw of van bouw van een gebouw, een uittreksel van de kadastrale legger en de volgende specificaties :
  - a) de plattegronden van de verschillende verdiepingen;
  - b) de gezichten van de gevels en de hoofdzakelijke dwarsdoorsneden;
  - c) de lijst van de bestaande of te bouwen ruwe oppervlakten die per verdieping bebouwd zijn;
  - d) in voorkomend geval, de stedenbouwkundige en de milieuvergunning;
  - e) in het kader van een bouw van een gebouw, een tijdschema van de werken dat door de architect voor echt wordt verklaard;

6° als de aanvraag de bouw en/of de inrichting van gebouwen betreft, het bewijs dat de onderneming ter plaatse over een zakelijk recht of een recht van genot met een duur die minstens gelijk is aan die van de aflossing van de bedoelde goederen, beschikt.

**Art. 21.** Binnen dertig dagen na de zending van het project stuurt het Agentschap bij aangetekend schrijven een bericht van ontvangst van het project aan het BAW, indien het volledig is. Indien het dossier niet volledig is, geeft het Agentschap het BAW daar op dezelfde wijze kennis van en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Indien op 15 april van het boekjaar het project niet alle in artikel 20 bedoelde documenten omvat, is het niet ontvankelijk.

**Art. 22.** Zodra het investeringsprogramma door de Regering wordt goedgekeurd, deelt het Agentschap het BAW de investeringen en de respectievelijke overwogen bedragen mede.

**Art. 23.** § 1. Het Agentschap stort de subsidies aan het BAW voor de overwogen investering zodra het bij aangetekend schrijven of tegen bericht van ontvangst de volgende documenten ontvangt :

- 1° wat betreft de aankoop van een terrein of van een gebouw, een afschrift van de aankoopakte die behoorlijk getekend is door de verschillende partijen. De akte moet uiterlijk binnen drie jaar na de datum van kennisgeving van de beslissing van de Regering voorgelegd worden;
- 2° wat betreft de bouw of de inrichting van gebouwen, de facturen, het betalingsbewijs en de dienovereenkomstige stand van de werken, goedgekeurd door het BAW.

Die documenten moeten uiterlijk binnen vijf jaar na de datum van kennisgeving van de beslissing van de Regering aan het Agentschap voorgelegd worden.

§ 2. Behalve in geval van overmacht heeft de niet-naleving van de in dit artikel bedoelde termijnen het verlies van de subsidies die door het BAW op de voorziene uiterste data niet gebruikt zijn, als gevolg.

§ 3. De krachtens § 1 voorgelegde documenten mogen geenszins in overweging zijn genomen in het kader van de in hoofdstuk 2 bedoelde forfaitaire toekenning van de subsidies.

#### HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

**Art. 24.** Opgeheven worden :

1° de artikelen 80 tot 83 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden, wat betreft de beschutte werkplaatsen opgericht door het Agentschap, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 1996, 25 juli 1996, 12 december 1996 en 7 november 2002;

2° het ministerieel besluit van 5 september 1978 houdende vaststelling van de criteria voor toekenning van de toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990 en 14 december 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 juli 1996 en 13 december 2001.

**Art. 25.** Het tweede lid van artikel 57 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 tot bevordering van de kansen van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt vervalt.



HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 26.** De subsidies die toegekend worden overeenkomstig de beslissingen die aan de BAW's tot 31 december 2009 worden betekend, worden geregeld overeenkomstig de bepalingen van toepassing vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 27.** Voor de berekening van het jaarlijkse forfaitaire bedrag zoals bedoeld in artikel 14 en betreffende de eerste vijfjarige periode die begint op het jaar van de inwerkingtreding van dit besluit is het aantal uren dat in aanmerking is genomen gelijk aan het jaarlijkse gemiddelde van het aantal uren dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een subsidie betreffende het onderhoud, zoals bepaald in titel III, hoofdstuk 3 van het besluit van 7 november 2002 tijdens de laatste 8 kwartalen die op 30 juni 2009 eindigen.

**Art. 28.** De subsidies betreffende de investeringen in uitrusting toegekend overeenkomstig artikel 3 van het ministerieel besluit van 5 september 1978 houdende vaststelling van de criteria voor toekenning van de toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting van beschutte werkplaatsen, waarvan de factureringsdatum van na 1 januari 2000 is en die niet in aanmerking zijn genomen op grond van de bij dit besluit bepaalde regels, worden aan het Agentschap terugbetaald na kennisgeving aan het BAW van het verschuldigde bedrag en tegen het ritme van de aflossing van de dankzij de subsidies gekochte uitrusting.

**Art. 29.** In afwijking van artikel 17, eerste lid, kunnen de in 2009 uitgevoerde investeringen in uitrusting in aanmerking worden genomen voor de controle op de bestemming van de vierjaarlijkse subsidie die tijdens de periode van 2010 tot 2014 aan de bedrijven voor aangepast werk wordt gestort.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 30.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

**Art. 31.** De Minister die bevoegd is voor de Integratie van de Gehandicapte Personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

## BIJLAGE

Criteria en weging waarmee de indeling van de investeringen bedoeld in de oproep tot het indienen van projecten zoals bepaald in hoofdstuk 3 kan worden uitgevoerd

Omvang van het BAW (1)	- dan 65.000 uur = 20 punten	van 65.001 uur tot 100.000 uur = 15 punten	van 100.001 uur tot 150.000 uur = 10 punten	van 150.001 uur tot 250.000 uur = 5 punten	+ dan 250.000 uur = 0 punt
Ratio (2)	- dan € 2500 = 20 punten	van € 2.500 tot € 5.000 = 15 punten	van € 5.000 tot € 7.500 = 10 punten	van € 7.500 tot € 10.000 = 5 punten	+ € 100.000 = 0 punt
Gemiddelde rendementsverlies (3)	55 % tot 60 % = 5 punten	60 % tot 65 % = 10 punten	65 % tot 70 % = 15 punten	+ dan 70 % = 20 punten	
Handhaving van de tewerkstelling van de gehandicapte personen in het verleden (4)	Als er geen vermindering van de tewerkstelling is = 20 punten	In geval van een vermindering van 0 tot 5 % = 10 punten	In geval van een vermindering van 5 tot 10 % = 5 punten	In geval van een vermindering van meer dan 10 % = 0 punt	

(1) Overwogen aantal uren dat voor het jaar van de aanvraag specifiek is voor het BAW, zoals bepaald in artikel 14.

(2) Restwaarde van de subsidies gekregen door het BAW/Aantal gehandicapte werknemers :

De restwaarde van de subsidies in onroerende goederen, uitgezonderd die bedoeld door de forfaitaire toelage zoals bedoeld in hoofdstuk 2 zal op 31 december van het jaar voor de indiening van de aanvraag berekend worden.

Het aantal gehandicapte personen dat in aanmerking zal worden genomen, is het aantal gehandicapte personen die productieactiviteiten uitvoeren, die al dan niet gesubsidieerd worden en die tijdens het tweede kwartaal van het jaar vóór de aanvraag worden tewerkgesteld.

(3) Het gaat om het gemiddelde rendementsverlies van de gesubsidieerde gehandicapte personen die tijdens het tweede kwartaal van het jaar vóór de aanvraag worden tewerkgesteld, met uitzondering van de personen die nog opgenomen worden in de oude categorieën A, B of C en de personen die de evaluatie van het rendementsverlies wachten.

(4) Dat begrip zal worden geëvalueerd door het verschil tussen het aantal gehandicapte personen die tijdens het tweede kwartaal van het jaar vóór de aanvraag worden tewerkgesteld, die al dan niet gesubsidieerd worden en die productieactiviteiten uitvoeren, en hetzelfde aantal tijdens het tweede kwartaal twee jaar eerder.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de toekenningsvoorwaarden van subsidies in infrastructuur en uitrusting aan de bedrijven voor aangepast werk die erkend zijn door het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen).

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE